

## **Rapport moral 2026 – AG Ademat-h – Centre culturel Zaug à Remiremont 23 janvier 2026**

Cela arrive si peu souvent dans la période actuelle qu'on peut s'en réjouir en soulignant et saluant la victoire de nos amis de Bruyères auxquels l'Ademat-h a apporté un fidèle soutien.

Le reportage de Vosges TV méritait d'ouvrir notre assemblée générale parce qu'il redonne des couleurs et des visages sur un service public qui a été fermé pendant bien trop longtemps

Après 8 ans de démarches incessantes, de manifestations/commémorations tous les ans, la bonne nouvelle est là : A partir du lundi 2 mars 2026, les lundi et mardi soit 2 jours semaine un dispositif d'accueil et d'orientation sera ouvert à destination des enfants et adolescents du secteur ; cela constitue une avancée réelle. C'est un signal fort pour les parents et leurs enfants.

Mais ce n'est pas le retour à la situation antérieure à 2018, aussi il convient d'examiner avec les intéressés du secteur comment continuer de défendre le service public de santé mentale enfant, adulte à Bruyères et ailleurs, car globalement les moyens annoncés ne sont pas à la hauteur des besoins.

Notre dernière assemblée générale se concluait sur la nécessité de renforcer la coopération élus /Ademat-H pour exiger un hôpital complet à Remiremont pour la montagne et ses habitants.

Sur la coopération avec les élus : nous avons fini par rencontrer les présidents des 8 communautés de communes concernées par le devenir du CH de Rmt. Quelquefois avec le bureau ou d'autres fois dans le cadre du conseil communautaire. L'objectif des entretiens :

- Réaffirmer notre identité montagnarde, avec le respect de la loi montagne qui accorde une place particulière au service public
- Renouveler l'exigence d'un service public hospitalier complet à moins de trente minutes ce que nous résumons dans notre slogan « Un Hôpital complet pour la montagne sud des Vosges à Remiremont.
- Le retour des urgences 24/24 ; nous en serons à 755 jours dimanche soir où elles sont fermées la nuit. Nous notons avec satisfaction que lors de la cérémonie des vœux de l'hôpital, tous les intervenants se sont positionnés

pour le retour rapide des urgences 24/24, du directeur, aux médecins, aux élus en passant par l'ARS.

- Autre demande. La nomination d'un directeur délégué pour le site de Remiremont avec une autonomie de gestion. Mr Lariviere, n'étant pas superman, nous a indiqué qu'il était favorable à nommer un directeur délégué, Un recrutement semble être en cours mais n'a pas encore abouti
- Enfin 2 points très importants
- Remiremont ce n'est pas les Vosges Centrales, c'est la montagne. L'Ars le reconnaît pour la Gériatrie, pas pour l'essentiel des activités hospitalières, ce qui a justifié les reculs successifs. Ils nous rattachent à un bassin de population qui va de Charmes à Bussang
- Remiremont ne peut pas être transformé insidieusement en service de gériatrie ou SMR. Bussang et le Thillot ne sont pas des EHPAD, mais des hôpitaux locaux tout comme Bruyères ou Rambervillers

Nous avons de bonnes raisons de penser que les 8 comcom auront toutes adopté, sur notre proposition, une délibération reprenant ces objectifs avant les élections municipales. Quand nous disons comcom nous intégrons bien sur toutes les municipalités qui en grand nombre ont pris des délibérations semblables et c'est important de le souligner, celle de Remiremont en premier lieu

Aussi nous mettons en perspective qu'à l'issue des élections, nous les 8 EPCI et ADEMAT-H, prenions une initiative publique avant l'été, pour faire avancer ces exigences que l'on peut résumer par : un hôpital complet à Remiremont pour la montagne sud des Vosges.

En ce qui concerne la maternité réjouissons-nous d'abord que dans un contexte global de forte baisse de la natalité où pour la première fois en France depuis la dernière guerre, le nombre de décès 2025 est supérieur aux naissances, ici à Remiremont, les naissances ont progressé. Est-ce le simple effet d'un moindre taux de fuite qu'en 2024 . Le taux de fuite c'est le nombre de parturientes d'un secteur donné qui accouchent en hors de la maternité qui leur est le plus proche. Ou bien est-ce des raisons autrement plus profondes ? Il serait intéressant que nos élus s'y intéressent. N'oublions pas la transformation de la base aérienne de Luxeuil qui verra un accroissement notoire de la population jeune vers 2035.

Au-delà, même si on nous affirme ici qu'on ne veut pas fermer, restons d'une vigilance extrême ; Plusieurs raisons nous y incitent fortement. La fermeture de la maternité de Remiremont est inscrite dans le projet médical partagé approuvé par

l'ARS ; nationalement une forte pression est aussi exercée pour fermer toutes les maternités qui ne font pas 1000 accouchements. Au-delà du débat sur la sécurité et le manque de professionnels, il y a des raisons économiques : l'hôpital est payé à l'activité (c'est la T2A)-Aussi actuellement le tarif d'un accouchement versé par la SS ne permet pas d'équilibrer les comptes en dessous de 1000 accouchements. Et puis il existe une petite musique qui monte : « mais non ce sera toujours une maternité, avec un Centre de Périnatalité de Proximité, on suivra les femmes de bout en bout sauf qu'elles n'accoucheront plus sur place. » Disons le tout net, une maternité sans accouchement, c'est comme une gare où les trains ne s'arrêtent plus, ce n'est plus une gare. Ne nous laissons pas abuser par les mots.

Face à la désertification médicale, nous portons un projet phare : la création d'un centre de santé territorial avec des antennes locales. Pour cela, à la demande de l'ARS nous avons demandé au PETR de porter une étude de faisabilité financée par l'ARS. Bien qu'il n'y ait pas d'obstacle financier, le bureau du PETR a refusé. Nous regrettons vivement ce choix de ne pas explorer cette voie alternative et complémentaire au modèle dominant du tout médecine libérale. Nous regrettons l'absence de débat élargi, au moins au niveau des élus du bloc communal. Nous ne désespérons pas qu'à l'issue des élections municipales, les nouvelles configurations permettent des avancées. Pour autant, la réalité est plus complexe qu'il n'y paraît : nos idées avancent : la ville de La Bresse, en s'appuyant sur la protection civile, vient de créer un centre de santé sous forme de coopérative d'intérêt collectif, ( SCIC) c'est extrêmement intéressant puisque les usagers y sont associés. Luxeuil a créé un centre municipal de santé avec trois médecins salariés. La région Grand Est tout comme le Département de la Meuse avancent aussi dans cette direction et le conseil départemental des Vosges y réfléchit également. Le directeur de l'hôpital envisage de salarier des médecins généralistes pour la permanence des soins. Les centres de santé et leurs équipes portent avec force un modèle de soins et de prévention solidaire, indispensable pour garantir le droit à la santé et un système de soins accessible à toutes et tous. Aussi avec notre coordination nationale, nous militons pour la mise en place d'un schéma qui assure un véritable maillage territorial d'un service public territorial de soins de premiers recours. Ce schéma national ne doit pas contredire les initiatives locales ni s'opposer à la mise en œuvre d'une véritable démocratie locale pour une réponse adaptée aux besoins locaux.

D'autres chantiers sont en cours, tout aussi prenants, tout aussi complexes, vous le verrez dans le rapport d'activité.

Cette année 2026 est aussi l'occasion de fêter les 10 ans de notre association. En effet c'est le 11 février 2016 que 200 personnes, se sont rassemblées ici pour soutenir les élus du PETR qui refusaient la fermeture de la maternité et avaient demandé à la direction de l'ARS de venir s'expliquer. D'abord comité de défense informel nous nous sommes constitués en association à l'automne 2016. Nous travaillons actuellement à la rédaction d'une brochure pour retracer toute cette histoire, qui constitue, bien au-delà de notre structure associative, le récit de la résistance exemplaire de toute la population du massif sud des Hautes Vosges.

Les 6 - 7 et 8 novembre 26 nous accueillerons à la salle multi activité de St Etienne, les rencontres santé de la coordination nationale. Temps fort d'échange avec tous ceux qui comme nous agissent en France, luttent pour l'accès aux soins pour tous et pour la défense du service public hospitalier. Nous lançons un appel aux bénévoles et nous prenons dès ce soir les inscriptions de celles et ceux qui se sentent disponibles pour aider à cet accueil, y compris héberger des délégués.

Mais il nous faut regarder au-delà de nos montagnes et vallées. La santé relève des politiques nationales. Aux vœux de l'hôpital, mardi 3 janvier, la représentante de l'ARS a prévenu. Tous les hôpitaux vosgiens sont en déficit. Jusqu'à présent ils ont été soutenus financièrement plus que tous les autres de la région GE. Cela ne se reproduira plus. Tout le monde s'est gardé d'y faire référence : mais le 23 avril 2025, le premier ministre a demandé aux ARS de mettre en œuvre des plans de retour à l'équilibre dans tous les hôpitaux en déficit. Pour l'heure ici, on parle d'efficience – merveille de la langue française !

L'accès à la santé est mis à mal par le refus de trouver des recettes nouvelles pour la sécurité sociale, par la volonté de favoriser le privé avec une dérive de la financiarisation que même l'académie de médecine dénonce. A cela s'ajoute un nombre insuffisant de personnels soignants formés. Ces questions sont des choix de société, qui relève du citoyen/électeur.

Je terminerai par une citation de Paul Houée – peu connaissent ici, - c'est un intellectuel breton, militant du développement local, à l'origine de la création du Pays du Mené en Côte d'Armor, prêtre ouvrier, chercheur au CNRS, ancien maire. Paul Houée répète souvent que dans tous les pays du Monde,

«La marmite commence toujours à bouillir par le fond".

---